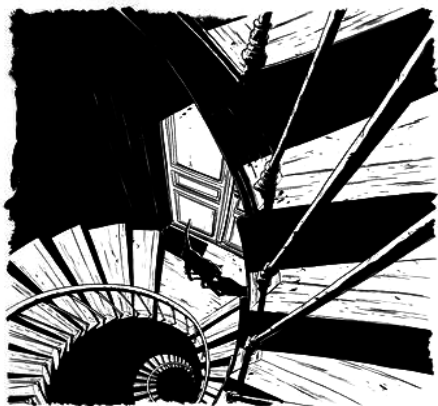


AVIS DE TEMPÊTES

*Bulletin anarchiste
pour la guerre sociale*

.....

57-58 – 15 octobre 2022



| Black-out ? |

Chaque année, avec l'arrivée des premiers frimas de la plus belle des saisons, un marronnier revient inéluctablement dans la presse francophone : y aura-t-il un *black-out généralisé* cet hiver ? Cette question traditionnelle qui semblait surtout rhétorique de part et d'autre du Quiévrain, semble désormais devenue une obsession européenne, avec la combinaison de l'arrêt pour maintenance de nombreux réacteurs nucléaires français, la baisse des livraisons de gaz russe et l'embargo à venir sur son pétrole (en décembre pour les produits non-raffinés, puis février pour les produits raffinés), et la hausse globale des coûts de l'énergie, le tout sur fond de retour de l'inflation et d'un euro à son plus bas niveau depuis 20 ans face au dollar. Mais qu'on se rassure, l'Europe des nantis est encore loin d'une telle éventualité, à moins qu'elle n'y soit un peu contrainte artificiellement, comme c'est le cas de l'Ukraine qui vient de perdre en dix jours près de 30% de ses centrales électriques suite aux derniers bombardements de l'armée russe.

En effet, du côté de cette Europe qui déborde de centaines de milliards pour ses plans de relance économique et de réarmement, c'est même plutôt le contraire d'une diminution de ses centres de production électrique qui semble se profiler, avec pour exemple l'Allemagne venant de réactiver l'ensemble de sa centaine de centrales fonctionnant à base de houille et de lignite (y compris les 27 auparavant gelées pour atteindre ses objectifs d'émission carbone), mais aussi de prolonger le fonctionnement de ses trois dernières centrales nucléaires qui devaient s'arrêter fin 2022.

Cette grandiose combinaison du charbon du 19e siècle avec le nucléaire du 20e siècle pour alimenter les besoins dévorants de l'industrie et du numérique du 21e siècle n'est d'ailleurs pas étonnante, puisqu'elle rejoint ainsi celle de la France, où la centrale à charbon de Cordemais (Loire-Atlantique) tourne désormais à plein régime après moultes dérogations accordées à la Loi énergie-climat qui devait en limiter le fonctionnement, et où la vieille centrale à charbon de Saint-Avold (Moselle) qui avait définitivement

25/7, Munich (Allemagne). Cinq camions, cinq remorques et une pelleuse d'une entreprise de BTP sont incendiés sur son site utilisé comme centre logistique et de stockage pour plusieurs chantiers en ville, notamment l'installation de fibre optique. 25 tourets de câbles de fibre optique sont aussi carbonisés. Les dégâts se montent à plusieurs millions d'euros.

AOÛT 2022

1/8, Mering (Allemagne). En Bavière, l'incendie d'un puits de câbles le long des voies du poste d'aiguillage, perturbe très fortement le trafic ferroviaire régional comme à grande vitesse pendant 48h.

3/8, Schrobenhausen (Allemagne). Trois engins de forage sont incendiés dans la cour de l'entreprise *Bauer*, impliquée dans la construction du gazoduc *Coastal Gaslink* au Canada.

3/8, Trente (Italie). Les engins du chantier de construction de nouveaux logements pour les militaires dans le sud de la ville sont incendiés dans la nuit. « *Contre la guerre entre États, contre l'État et sa guerre à ceux qui relèvent encore la tête, solidarité avec Juan, Alfredo et Anna* » conclut le communiqué.

6/8, Mesnil-Amelot (France). Une mutinerie éclate dans le centre de rétention (CRA) vers 21h30 : une trentaine de sans-papiers incendie matelas et mobilier dans deux bâtiments, affrontant aussi les flics qui doivent de réfugier dans un local en attendant les

fermé ses portes il y a six mois vient d'être remise en route depuis octobre. Et le tout a même été mixé par un très récent accord franco-allemand, à travers lequel la France va fournir cet hiver à l'Allemagne jusqu'à 5 % de ses réserves de gaz (soit la puissance de quatre tranches nucléaires) grâce à la nouvelle interconnexion gazière d'Obergailbach (Moselle), en échange d'électricité charbonnée allemande qui sera injectée dans le réseau hexagonal ! Et bien le bonjour en passant aux mineurs d'Australie, d'Afrique du Sud, de Colombie et du Kazakhstan qui vont continuer d'arracher des dizaines de milliers de tonnes de charbon à la terre pour alimenter bien d'autres choses que les fameux éclairage et chauffage des béats citoyens du vieux continent.

Alors, si la production continentale d'électricité sera donc gigantesque comme chaque hiver, avec certes davantage de charbon accélérant la catastrophe climatique en cours, on pourrait se demander pourquoi de nombreux États européens lancent les uns après les autres leurs dits « *plans de sobriété énergétique* », qui comportent d'importantes mesures de gestion de la population ? D'abord, bien entendu, parce qu'ils peuvent se le permettre, avec le cas du Grand Confinement de 2020 qui a été pour eux un brillant exemple en matière de domestication et de servitude volontaire de leurs sujets. Ensuite, parce que l'électricité de masse étant un flux continu qui ne se stocke pas, les gestionnaires du réseau se voient contraints de l'écrêter *de gré ou de force* lors des gros pics de consommation, en décidant là où cette dernière se doit d'être réduite... ou carrément coupée (ce qui se nomme pudiquement un « *délestage* »). Or, si habituellement les principaux consommateurs d'énergie – à savoir les industriels – s'engageaient à baisser ponctuellement leur production à la demande des autorités en échange de réductions tarifaires, les prévisions du flux tendu de cet hiver sont telles que les États ont d'ores et déjà entrepris de le réduire *de façon préventive*, en ouvrant la foire au rationnement contraint de toutes et tous. Ce qui, convenons-en, est beaucoup moins audacieux que de couper drastiquement le jus aux aciéries, cimenteries, industries d'armement, de la chimie et du plastique, aux TGV ou aux data centers, qui sont pourtant les plus gourmands en la matière.

Et pour ne donner que quelques exemples de ces mesures de restrictions qui vont au-delà des symboliques diminutions de l'éclairage des vitrines ou des publicités urbaines, le plan allemand prévoit par exemple d'éteindre le chauffage dans les parties communes des administrations, de le réduire à 12°C là où les employés effectuent une activité physique « *intense* », ou d'y couper l'eau chaude ; le plan initial italien (avant les élections de septembre) prévoyait par exemple la fermeture des bars et restaurants à 23 heures, et celle des commerces à 19 heures ; le plan suisse prévoit que « *sur ordre des autorités, les*

opérateurs électriques peuvent couper le courant durant quatre heures sur l'ensemble du pays toutes les huit heures, y compris pour les ménages » ; et le plan français, en plus de permettre de suspendre le rechargement des ballons d'eau chaude pilotés à distance par les compteurs Linky, prévoit lui aussi officiellement la possibilité de « coupures de deux heures par foyer, entre 8 et 13h et entre 17h30 et 20h30, par quartiers et à tour de rôle »...

Bien, une fois arrivés là, on se retrouve face à une situation qui n'est paradoxale qu'en apparence. D'un côté, il y a un système techno-industriel dont les besoins extractivistes et énergétiques sont toujours plus dévorants, et qui prévoit lui-même dans le cas de la France une augmentation des besoins en électricité de 60 % d'ici 2050, avec la sortie progressive du pétrole et du gaz naturel couplée à la numérisation exponentielle de l'ensemble de la production et de la consommation (d'où la relance du nucléaire annoncée un peu partout). En somme, une électrification à marche forcée de l'économie, dont l'interdiction programmée de la vente de voitures à moteur thermique dans toute l'Europe n'est que le symbole. Et d'un autre côté, il y a les conséquences inéluctables de la moindre tension sur un marché énergétique encore largement dépendant du gaz et du pétrole, qui conduisent les Etats à gérer cette restructuration en cours de leur économie avec sa dépendance croissante au réseau électrique, par une méthode déjà éprouvée : établir des listes de « secteurs critiques » à servir en priorité, et imposer rationnements et coupures aux autres, y compris sur l'ensemble d'une population dont le comportement de troupeau (mêmes horaires d'esclavage salarié, de transport et de consommation domestique) se prête particulièrement bien à de telles mesures.

Mais en face, nous direz-vous ? Eh bien si l'on tourne un peu son regard vers l'Allemagne, des groupes autonomes ont entrepris cet été non seulement de saboter à plusieurs reprises les convois sur rail des mines de charbon de la région de Lausitz pour ralentir leur production, mais aussi de stopper l'ensemble du trafic ferroviaire, comme en Bavière le 1er août où les câbles du poste d'aiguillage ont été volontairement incendiés à Mering, ou encore à Berlin et Herne, lorsque la section de câbles en fibre optique situés le long des voies a envoyé en tilt celui de tout le nord du pays début octobre. Couper nous-mêmes le jus et les communications aux infrastructures critiques de l'État selon nos propres modes et temporalités, sans attendre que ce dernier leur donne la priorité tout en nous rationnant, voilà bien un autre paradoxe qui n'est pas sans saveur. Et qui a au moins le mérite de tirer les choses au clair sur les responsables énérgivores du désastre en cours.

renforts. D'autres retenus se rendent sur les toits pour décrocher les grillages et tenter l'évasion, malheureusement en vain.

9/8, Osny (France).

Dans le Val-d'Oise, un prisonnier placé en quartier disciplinaire parvient à démonter la porte lors d'un parloir téléphonique, avant de se rendre dans la coursive où il saccage le système électrique, les caméras et des conduites d'eau, provoquant une inondation. Les deux quartiers disciplinaire et d'isolement, situés l'un au-dessus de l'autre, sont hors service.

9/8, Pouillé/Nalliers (France).

En Vendée, deux bâches de méga-bassines d'agro-industriels sont découpées dans la nuit, et les dégâts estimés à un million d'euros. *Des jardiniers, des pêcheurs et des amoureux des cours d'eaux* précisent notamment dans un communiqué que « *Ce n'est pas une attaque contre les agriculteurs qui les utilisent, mais contre le système industriel qui les exploitent eux aussi* ».

13/8, Dijon (France)

En Côte d'Or, une voiture est incendiée vers 4h du matin juste devant le commissariat central de la ville.

13/8, Nangis (France)

En Seine-et-Marne, dix mâts de vidéosurveillance sont abattus à la disqueuse au cours de l'été. Lors de la seule arrestation de cette série, trois personnes revendiqueront être contre la vidéosurveillance, et prendront 6 et 8 mois avec sursis.

16/8, Lausitz (Allemagne).
Des crochets sont accrochés à des caténaires de la ligne de convoyeurs à charbon dans la région charbonnière de Lausitz.
« *Nous voyons la nécessité d'élargir nos formes d'action et de maintenir la résistance contre la normalité de l'énergie fossile capitaliste... Nous nous réjouissons de la vive discussion qui continue à poser clairement le caractère indispensable du sabotage. Nous prenons ainsi position dans ce débat.* »

17/08, Cassel (Allemagne).
Deux véhicules civils appartenant à l'armée allemande sont incendiés dans le quartier de Bad Willhelmshöhe. « *Ce sont surtout les entreprises d'armement qui profitent du réarmement et des préparatifs de guerre en Europe. Le monde n'en devient pas plus sûr, au contraire. C'est pourquoi il faut combattre avec détermination la militarisation, le réarmement et la préparation de la guerre en Allemagne. Pour cette raison, nous avons décidé de réduire au moins quelque peu le parc automobile de l'armée allemande à Cassel.* »

18/8, Graz (Autriche).
« *Nous avons saboté l'usine de Magna Steyr, fournisseur de Mercedes à Graz. Pour cela, nous avons ouvert les puits de câbles à côté des voies ferrées menant au site de l'entreprise, puis nous y avons mis le feu. [...] Cette action est un encouragement aux attaques contre l'industrie de guerre ainsi que contre les acteurs de la destruction de la terre.* »

21/8, Saint-Martin-lez-Tattinghem (France)
Dans le Pas-de-Calais, une antenne-relais de Orange et Free est sabotée en retirant les boulons à la base des pieds du pylône. Penchant au premier coup de vent, elle est démontée deux

Amulepe taiñ weichan !

La lutte continue

Au cours de cette dernière année, les territoires mapuche ont encore connu une extension du conflit avec l'État chilien et les intérêts capitalistes implantés dans le Wallmapu. Nous essayerons ici de donner un aperçu –forcément incomplet– de la récente évolution de la lutte radicale mapuche, et de ses répercussions dans le conflit social au Chili.

Recrudescence de la lutte radicale mapuche

Suite à l'assassinat de Pablo Marchant, membre de la *Coordinadora Arauco Malleco*, lors d'une attaque contre une exploitation forestière en juillet 2021, les attaques et sabotages connaissent une très forte recrudescence dans les territoires mapuche. En quelques semaines, « 150 attentats » sont ainsi comptabilisés par les forces de l'ordre, tandis que des blocages de route, des affrontements lors de rassemblements et de manifestations, et surtout des occupations de terres continuent de rythmer le quotidien de la lutte dans le Wallmapu. Le gouvernement du président Piñera, celui à qui il a incombé de dompter la révolte sociale de 2019 qui a frôlé l'insurrection dans l'ensemble du Chili, dépêche alors de nouveaux renforts policiers dans le Sud. A l'instar de ses prédécesseurs, c'est avant tout par l'escalade militaire et la répression brutale que Piñera compte écraser l'élan combatif qui ne cesse de souffler sur les terres mapuche.

La mosaïque de différentes organisations et groupes de lutte va pourtant relever le défi, notamment en continuant de mener des attaques assez imprévisibles et diffuses, bien que le nombre d'affrontements armés et de fusillades avec les carabiniers se multiplie lors de ces actions. Face au corps des carabiniers, de fait militarisés, qui peuvent compter sur un armement de guerre, des blindés, l'appui aérien d'hélicoptères d'observation et de combat, la surveillance effectuée par des drones, des unités spéciales comme le « GOPE » et ses branches formées notamment en Colombie au combat contre la guérilla rurale et urbaine (qualifiées par les mapuche de « *commando jungla* ») ainsi qu'un service d'enquêtes solidement organisé (la « PDI »), les combattants et combattantes mapuche (*weichafé*)

semblent disposer d'un armement plutôt rudimentaire (généralement des fusils de chasse, des carabines, des fusils à pompe et quelques fusils d'assaut), largement compensé par leur furtivité, la rapidité, la conflictualité asymétrique, leur connaissance du terrain et surtout, l'appui de nombreuses communautés autonomes en lutte.

Le panorama des organisations mapuche pratiquant la lutte armée, l'action offensive et le sabotage est très hétérogène, et tout comme il existe de vraies différences d'approche entre et au sein des communautés autonomes en lutte, on les retrouve également en terme de choix projectuels et de structure organisationnelle entre les organisations elles-mêmes, comme la *Coordinadora Arauco Malleco* (CAM) et ses groupes de combat autonomes (*Organos de defensa territorial*, ORT), le *Weichán Auka Mapu* (WAM), la *Liberación Nacional Mapuche* (LNM), la *Resistencia Mapuche Malleco* (RMM), la *Resistencia Mapuche Lafkenche* (RML) ou la myriade de groupes plus éphémères ou moins structurés. Si d'un côté des affinités et des perspectives partagées peuvent ainsi rapprocher certaines organisations, d'un autre côté certains points constituent des clivages donnant régulièrement lieu à des polémiques, des prises de distance et des animosités latentes – comme les attaques contre les églises en tant qu'expression du colonialisme, les attaques contre des personnes (autre que l'autodéfense contre les forces de l'ordre) ou la façon de s'opposer à la criminalité mafieuse ou au trafic de drogue qui fleurit dans les communautés autonomes. Cependant, cette diversité constitue aussi une sorte de garde-fou nécessaire contre toute tendance hégémonique qui pourrait canaliser la vaste conflictualité en un seul courant, car ce dernier deviendrait alors non seulement plus facile à réprimer, mais serait surtout plus enclin à freiner l'extension et la généralisation de la lutte par des dirigismes ou par la constitution d'un contre-pouvoir monolithique risquant fort de reproduire les mêmes tares que la société étatique.

Si les esprits s'échauffent parfois et que des mots dur peuvent être dits, si dans le passé il y a eu de lamentables histoires de compétition ou que de sales arguments sur l'appartenance ethnique ou les origines de tel ou tel membre d'un autre groupe (« *pas assez mapuche* », « *fils de la ville* », « *produit d'une idéologie occidentale* ») ont pu être employés pour tenter de discréditer ceux qui cherchaient à explorer une autre voie que la sienne, on remarque tout de même que la synergie offensive qui s'est déployée dans le Wallmapu, notamment en réaction à l'assassinat de Pablo Marchant, montre bien que pour approfondir

jours plus tard par l'opérateur. Cette même antenne avait déjà connu un sabotage identique en mars 2020, et s'était écrasée au sol trois semaines après sa mise en service.

26/8, Mesnil-Amelot (France)
Dans le Val-de-Marne, nouvelle émeute au centre de rétention (CRA) de 22h à 3h du matin. Six sans-papiers parviennent à monter sur les toits, et deux d'entre eux prennent en représailles 3 et 4 mois de prison fermes pour « *attroupement armé* ».

27/8, Arcueil (France)
Dans le Val-de-Marne vers 4h du matin, les deux voitures sérigraphiées de la police municipale sont incendiées sur un parking fermé de la mairie.

28/8, Alençon (France)
Dans l'Orne, deux voitures garées sur le parking de la *Chambre d'agriculture* sont incendiées dans la nuit.

28/8, Audenarde (Belgique)
Sur le parking de l'entreprise d'armement *OIP*, filiale de la multinationale israélienne *Elbit Systems* qui fabrique des équipements électro-optiques, deux véhicules blindés de l'armée de type Piranha III sont incendiés. Un tag « *Shut Elbit Down* » a été trouvé sur les murs de l'entreprise. L'un est totalement détruit et le second sérieusement endommagé. Le coût de ces véhicules de combat est de 1,5 millions de dollars l'un.

29/8, Chagny (France)
Dans les Ardennes, le mât de mesure du vent de 120 mètres installé dans le cadre du projet d'éoliennes industrielles de l'entreprise *Green Energy* est abattu dans la nuit, après qu'une de ses attaches ait été sectionnée.

28-31/8, Torcy (France)
En Saône-et-Loire, sept des quinze caméras de vidéosurveillance de la ville sont détruites en quelques jours, à coups de pierres ou de marteaux, y compris celle du poste de la police municipale.

30/8, Athènes (Grèce).
La *Cellule Anti-civilisation du chaos et de la destruction totale ELF/FAI* revendique l'incendie d'une antenne-relais à Paleo Psychiko, notamment en solidarité avec des prisonniers anarchistes, des prisonniers mapuche et « *les populations indigènes en lutte contre la civilisation et la colonisation* ». « *Tout est possible... Le silence se répand... Silence radio...* »

31/8, Périgueux (France)
En Dordogne, un jeune prisonnier parvient à s'évader de prison vers 4h du matin, après avoir écarté les barreaux de la cellule puis escaladé le grand mur d'enceinte extérieur grâce à des tiges métalliques installées à l'occasion de travaux. Il avait placé un mannequin de tissu dans son lit, et son évasion n'a été signalée de dix heures plus tard.

SEPTEMBRE 2022

3/9, Monchy-Humières (France)
Dans l'Oise, des « *sangliers radicalisés* » revendiquent le sabotage d'un golf, sur lequel ils ont arraché des plaques de gazon et détérioré les systèmes d'arrosage, tout en laissant sur place des A cerclés et des écriteaux comme « *Nous sommes la nature qui se défend* » / « *Les golfs parasitent la forêt – Les bourgeois-es parasitent la société* ».

3/9, Toulouse (France)
En Haute-Garonne, deux bornes électriques pour voitures du même type sont incendiées dans

l'action subversive en quantité et en qualité, il n'y a nul besoin de tous se retrouver autour d'une même table ou sous une même chaîne de décision collective. Au contraire, cela marche beaucoup mieux lorsque chacun et chacune s'appuie sur ses propres moyens autonomes, quitte à se coordonner et s'entre-aider, et continue à mettre ses propres accents dans la lutte tout en les plaçant dans une perspective plus large et partagée. Ainsi, la recrudescence en cours de l'offensive des groupes mapuche repose sur la ferme conviction et l'analyse commune que pour combattre le capitalisme et l'État chilien, pour avancer dans la « reconstruction du monde mapuche » et la défense de l'« *itrofil mongen* » [l'ensemble du vivant] avec les valeurs éthiques qui en découlent, il fallait non seulement soutenir les occupations de terres, mais aussi attaquer de façon continue et diffuse toutes les expressions concrètes de la domination capitaliste et étatique qui ravagent et colonisent les territoires, à savoir dans ce cas l'industrie forestière et extractiviste, les installations hydro-électriques et énergétiques et l'industrie du tourisme.

État d'urgence

Pendant que sur le reste du territoire, l'État chilien tenta tout au long de l'année 2021 de jouer la carte d'une nouvelle Constitution rédigée par des citoyens pour calmer les ardeurs insurrectionnelles qui avaient fragilisé la reprise économique et mis à nu les processus de gestion démocratique, le gouvernement de Piñera finit par jouer une nouvelle fois en octobre celle de l'état d'urgence dans les territoires mapuche. Par-là, il entendait notamment rassurer les importantes familles d'entrepreneurs chiliens et leurs constellations d'influences et d'intérêts, qui tentent jalousement de conserver leur contrôle sur un bon nombre de mécanismes politiques et économiques régissant toujours en bonne partie de la marche du pays depuis la dictature de Pinochet. Car de fait, les territoires mapuche représentent des intérêts économiques non-négligeables pour ces entrepreneurs et leurs collègues à l'international, dont l'importance risque même d'augmenter dans les années à venir, avec l'explosion du nombre de projets miniers de métaux rares, si prisés par les nouvelles technologies et indispensables au grand bond en avant de la transition énergétique. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que l'État chilien invite dans ces entreprises énergétiques européennes – *Enel* (Italie), *EDF* (France), *Statkraft* (Norvège) et *RWE* (Allemagne) – qui contrôlent déjà la majorité de la production énergétique du pays, à multiplier

leurs investissements afin d'augmenter la production énergétique, préliminaire indispensable à l'extension de toute activité minière ou industrielle. Plusieurs projets de construction de centrales électriques à charbon, de centrales photovoltaïques, de barrages hydro-électriques et de parcs éoliens viennent ainsi d'aboutir ou sont en cours de construction accélérée, dont une partie venue s'implanter directement dans ce que l'État chilien nomme la *Macrozona Sur*, c'est-à-dire les territoires mapuche.

Le 12 octobre 2021, soit trois mois après l'assassinat de Pablo Marchant et le regain d'offensives qui a suivi, l'état d'urgence est donc décrété dans la *Macrozona Sur*, comprenant les provinces de Bío Bío, Arauco, Malleco et Cautín : des milliers de soldats sont déployés et affectés à la surveillance des principaux axes routiers et à la protection d'infrastructures de l'industrie forestière, tandis que le commandement suprême de l'ordre public incombe désormais à la hiérarchie militaire. Des forces paramilitaires, embauchées par des grands propriétaires terriens et des entreprises forestières, actives depuis longtemps sur place, sortent également de l'ombre et viennent suppléer les forces de l'ordre. Dans les premières semaines, l'État peut se targuer d'avoir réduit de façon importante le nombre des « actions violentes » dans certains zones, bien que des attaques continuent de se produire, malgré les descentes brutales de militaires et de carabiniers dans les communautés autonomes, et les tentatives de quadrillage du territoire.

Dans son communiqué du 27 novembre 2021 revendiquant une vingtaine d'attaques incendiaires depuis début 2020, l'organisation *Liberacion Nacional Mapuche* (LNM) décrit cet état d'urgence « *comme un acte de désespoir de l'oligarchie et de l'entrepreneuriat qui ont des intérêts dans nos territoires, soutenu par la classe politique servile, corrompue et sans légitimité. Nous savons que les Forces Armées ont été sanglantes envers leur propre population et sont responsables de notre condition de peuple occupé. [...] Aujourd'hui dans le Wallmapu, ils ne feront qu'aggraver les contradictions et chercheront à affronter nos weichafé. Mais ils oublient que dans nos pas, nous sommes accompagnés du newen [force] de notre ñuke mapu [terre mapuche], et que notre plus grande force est d'accompagner notre peuple avec des convictions pour la libération. En envoyant les Forces Armées, l'État a reconnu le triomphe du mouvement mapuche en reconnaissant que l'état de droit chilien dans notre territoire ne tient qu'à un fil.* »

le quartier Jean Rieux/Cote pavée au cours de la nuit. Le communiqué précise notamment « *On étouffe dans les murs de cette ville, où la mairie s'enorgueille de l'expulsion de squats d'exilés. On asphyxie au milieu de ce capitalisme vert* », en se terminant par « *Soutien au camarade Boris, inculpé pour l'incendie d'une antenne relais.* »

4/9, Berlin (Allemagne).

La veille d'une visite officielle du ministre grec du tourisme Kiki-lias à la capitale allemande, *Des groupes autonomes* mettent le feu à la voiture de l'ambassadeur grec garée devant son domicile. « *Notre attaque est un signe de solidarité avec tous les quartiers résistants d'Athènes. Nous soutenons leur lutte contre la terreur policière et la gentrification. Même si nos moyens sont modestes, notre détermination à résister et à nous défendre doit être plus forte que la volonté de nos ennemis.* »

6/9, Toulouse (France)

En Haute-Garonne, une borne de recharge pour voitures électriques est incendiée dans le quartier des Sept Deniers par le *Comité contre le foutage de gueule* (CCFG). En solidarité avec le compagnon anarchiste Boris, et pour « *que les marchés s'assèchent plutôt que les rivières, que chantent les oiseaux et que les experts de la gouvernance se taisent enfin.* »

8/9, Athènes (Grèce).

Lors d'une attaque incendiaire contre un concessionnaire Mercedes, au moins quatre véhicules et la façade du showroom sont détruits. « *[...] Un des problèmes avec le culte que vouent les gens aux voitures, aux téléphones portables, aux ordinateurs, aux maisons smart, c'est que le progrès technologique mène au meurtre de la vie et de la planète. La civilisation, l'État et le capitalisme ont fait en*

sorte que des parties de la classe ouvrière veulent de la technologie, de l'argent, de l'exubérance, du pouvoir. Et nous n'avons pas d'espoir que cela change. Notre espoir réside chez les individus et groupes rebelles qui résistent contre ce monde de merde que d'autres ont construit pour nous. »

9/9, Pulnoy (France)

En Meurthe-et-Moselle, le golf de la ville est visité dans la nuit, et se retrouve avec quatre trous bouchés au ciment, tandis que le green est saccagé à coups de pioche. De grands tags au A cerclé disent notamment sur la pelouse : « *Eat the rich* » ou « *Green washing* ».

8-10/9, Pyrénées-Orientales

Les abonnés à internet subissent des coupures à travers tout le département suite à des sabotages de fibre optique. A trois reprises et sur plusieurs jours, c'est toute l'alimentation internet du département arrivant de Paris qui a été sectionnée, puis réparée puis re-sabotée ailleurs, tandis qu'un câble secondaire a également subi le même sort.

10/9, Limoges (France)

En Haute-Vienne, après avoir soulevé des plaques situées sur les trottoirs, des inconnus mettent le feu aux câbles qui se trouvent près des transformateurs électriques, coupant le jus vers 1h du matin à l'ensemble des caméras de vidéosurveillance du quartier de La Bastide.

11/9, Saint-Fargeau-Ponthierry (France)

En Seine-et-Marne vers 1h50, une voiture de la police municipale part entièrement en fumée devant ses nouveaux locaux, après un beau jet de molotov.

De même, il ne faut pas oublier que si l'état d'urgence change la donne sur le terrain, il s'inscrit aussi dans une continuité de militarisation à laquelle le mouvement radical mapuche devait déjà face depuis des décennies. Le *Weichan Auku Mapu* (WAM) dira ainsi dans un communiqué sorti le même mois, comprendre « *ce nouveau cadre comme un renforcement de la force politico-militaire existante, que l'État chilien a mis à disposition du pouvoir économique pour qu'il puisse protéger ses intérêts capitalistes dans le Wallmapu historique. Surtout au moment où la résistance mapuche a forcé des entreprises forestières, des latifundistes, des entreprises hydroélectriques et autres expressions capitalistes à quitter le territoire. Ce durcissement de la répression est une réponse à la croissance du peuple mapuche en résistance, une croissance qui se reflète à travers la hausse des récupérations de terres sans médiation, l'augmentation de la capacité d'autodéfense dans les territoires, l'apparition de nouvelles expressions et organisations qui effectuent des sabotages, et enfin à travers le renforcement de la vie mapuche au sein des communautés. Cette réalité est le résultat de la continuité de la lutte et de la résistance mapuche depuis plus ou moins 30 ans.* »

Le gouvernement du président Piñera fera par la suite prolonger cet état d'urgence à pas moins de six reprises consécutives. Lors d'un bilan réalisé début janvier 2022 portant sur les cent premiers jours de cette mesure, il se vantera de près de 56 700 contrôles de personnes et de véhicules, et de 140 incarcérations (dont une bonne partie pour « *port illégal d'arme* »), portant à une baisse de 44% des « *faits de violence rurale* ». Pourtant, malgré le contrôle renforcé et militarisé, les attaques incendiaires ont continué dans les quatre provinces concernées dès les premiers jours qui ont suivi son instauration, à la fois contre des exploitations forestières et contre des domaines de latifundistes. Et y compris en dehors, comme à Concepción, où un groupe de personnes masquées est entrée sur le domaine de l'université, a tenu les vigiles à distance avec des coups de feu, puis a incendié des locaux de la *Faculté des Sciences Forestières* et laissé une bande-roule contre la militarisation du Wallmapu, avec un A cerclé. Début novembre, plusieurs attaques prennent ensuite dans le collimateur l'industrie de la cellulose. D'abord avec des tirs effectués contre des navettes de l'exploitant forestier et producteur de papier *Arauco* qui transportaient des ouvriers vers le chantier de MAPA, la plus importante extension de son usine de cellulose. Puis près de Victoria, dans la province de Malleco, où le *Weichan Auku Mapu* (WAM) a fait dérailler un train chargé de cellulose,

avant d'y mettre le feu en détruisant plusieurs wagons et la locomotive. En décembre, en plus d'un certain nombre d'actions de sabotages d'engins forestiers accomplis par des organisations ou par des groupes autonomes, des *weichafé* vont effectuer quelques autres importants raids incendiaires. Ainsi, la WAM revendiquera par voie de banderoles ou de petits tracts laissés sur place des attaques à Toltén (Cautín) contre un sous-traitant forestier d'Arauco, à Carahué (Cautín) contre l'exploitant forestier *Agrifor*, à Lanco contre deux exploitations agro-industrielles, et puis de nouveau à Toltén lors de l'interception d'un convoi, en laissant derrière elle à chaque fois des nombreux engins et structures en cendres. De son côté, la *Resistencia Mapuche Lafkenche* (RML) réalisera également des raids importants : à Lebu (Arauco), double attaque incendiaire contre une exploitation d'Arauco avec destruction d'une quinzaine d'engins et de camions, et le lendemain à Curanilahue (Arauco), où une dizaine d'engins forestiers et une dizaine de camions de la même entreprise sont interceptés et brûlés lors d'une embuscade. Enfin à Lincuyín, autour du lac Lanalhue (Arauco), contre une trentaine de bâtiments de tourisme, entre bungalows et résidences secondaires situés dans un rayon de 10 kilomètres.

Élections

Fin décembre 2021, les élections présidentielles portent cette fois à la tête de l'Etat chilien un tout nouveau politicien, Gabriel Boric, issu de la contestation citoyenne de gauche. Alors que la droite ne tarde pas se préparer discrètement à toute éventualité face au spectre « du retour d'un nouvel Allende » et que la gauche chilienne et internationale célèbre cette victoire électorale supposée marquer le début d'un « État social » dans un Chili accédant enfin au rang de pays industrialisé pouvant tabler sur l'inclusion et géré par des processus démocratiques non-oligarchiques compatibles avec les marchés modernes et l'ère numérique, on ne se fait guère d'illusions du côté de la lutte radicale mapuche.

Tout au long de l'année 2021, ne serait-ce que la participation de politiciens et de représentants auto-déclarés de la « société civile mapuche » au nouveau processus constitutionnel supposé garantir plus de droits aux indigènes avait déjà été critiquée sans ambages, comme en témoigne par exemple ce communiqué signé fin août par les *Comunautés mapuche en résistance de Malleco*. Ces derniers considéraient en effet que « la participation du peuple mapuche à la Convention constituante de l'État du Chili est ir-

13/9, Toulouse (France)
En Haute-Garonne, une camionnette de l'installateur de fibre optique et de raccordement des antennes de téléphonie mobile *Scopelec* part en fumée sous le regard des corbeaux et de la lune. Attaque dédiée à « *Boris qui, après avoir été enfermé dans les cages de l'état, continue à subir la répression des autorités judiciaires et médicales* » et en solidarité « *avec les prisonniers anarchistes.* »

13/9, Montgibaud (France)
En Corrèze, un mât de mesure du vent de 84 mètres de haut destiné à un projet d'éoliennes industrielles s'écroule au sol, après que ses câbles aient été volontairement sectionnés.

14/9, Metz (France)
En Moselle, après un début d'émeute dans le centre de rétention administrative (CRA), douze sans-papiers parviennent à s'évader vers 21h. Ils y sont parvenus en crochétant des portillons de sécurité, puis en longeant un chemin d'accès pour sortir du CRA et gagner, en escaladant une clôture, le terrain des gendarmes d'où ils ont trouvé une sortie.

18/9, Barcelone (Espagne).
Attaque incendiaire contre une antenne-relais 5G aux abords du parc Montjuïc. *Quelques anarchistes* revendiquent l'attaque et envoient « *une accolade chaleureuse à Toby Shone, Boris, Ivan et toutes celles et ceux qui maintiennent l'anarchie vivante.* »

18/9, Gers
Le *Groupe FAII (Feu Anarchiste Informel Inévitable)* annonce avoir saccagé plusieurs antennes-relais en solidarité avec les anarchistes Ivan et Alfredo, ainsi qu'avec « *tou-te-s les com-*

pagnons-nes incarcérés ou en cavale ».

22/9, Commercy (France)

En Meuse, le véhicule privé du propriétaire du bureau d'architecture et de planification *Archilor*, Michaël Barrois, est incendié dans la nuit par *Les Mirabelles de Lorraine*. Cet architecte est le titulaire de l'appel d'offre pour construire les bâtiments en dur de l'habitation des gendarmes chargés de protéger le futur site d'enfouissement des déchets nucléaires de Bure.

23/9, Quillan (France)

Dans l'Aude, la fibre optique passant le long des voies du TER est sabotée, coupant internet et la téléphonie mobile dans plusieurs villages du coin, ainsi que les terminaux de paiement bancaires de leurs commerces.

23/9, Entrelacs (France).

En Savoie, une antenne 5G de l'opérateur *Free* est incendiée vers deux heures et demie du matin. En juin dernier, c'est le tractopelle chargé du chantier de cette dernière qui était déjà parti en fumée.

24/9, Toulouse (France)

En Haute-Garonne, les vitres de deux banques *LCL* sont taguées et défoncées au marteau dans la nuit par la *CCA (confédération des copains d'avant)* en solidarité avec Boris. « *Contre l'angoisse de la fin du mois, quelques coups dans la gueule des profiteurs de guerre. Contre l'angoisse de la fin du monde, quelques coups dans la gueule de ceux qui la financent.* » dit notamment le communiqué.

24/9, Athènes (Grèce).

Une troisième manifestation anarchiste depuis août, réunissant plusieurs milliers de personnes, contre la construc-

responsable et inconséquente avec l'histoire et l'avenir du peuple mapuche », ou que « le travail politique qu'elle développe ne fait qu'approfondir les mécanismes de domestication, en créant une subordination politique et institutionnelle à l'État du Chili qui affectera de manière irréversible les possibilités de la revendication politique d'indépendance territoriale et institutionnelle du peuple mapuche ».

Au cours de sa campagne victorieuse, le président Boric avait beau promettre qu'il allait rompre avec la continuité historique de l'oppression des mapuche et de la spoliation de leurs terres, celles et ceux qui affrontaient depuis des décennies l'État chilien à coups de sabotages et d'occupations au sein même du Wallmapu, ne se sont donc pas laissés leurrer par les discours de ce politicien porté aux nues par l'intelligentsia de gauche, toujours mélancolique de l'échec de la « *transformation sociétale* » sans le fracas des armes promis par l'icône Allende, et toujours prête à apporter son soutien au premier politicien latino-américain venu prétendant « *représenter le peuple* », « *venir d'en bas* », « *combattre les multinationales extractivistes* » ou mettre « *fin aux injustices provoquées par le néolibéralisme débridé* ». Suite aux élections, la *Resistencia Mapuche Lafkenche* (RML) résuma ainsi sa position : « *Face aux discours de paix que cherche à imposer cette fausse démocratie, nous affirmons que nous ne lâcherons pas nos tralkas [fusils]. Tant que les entreprises forestières et les gravières continueront de dévaster notre territoire, tant que les entreprises touristiques continueront à faire du profit avec nos ressources, et tant que les prisons du sud continueront à se remplir de mapuche, le weichan ne s'arrêtera pas. Ni avec Piñera, ni avec Boric.* »

Quant à la *Coordinadora Arauco Malleco* (CAM), elle ne mâchera pas non plus ses mots, dans son communiqué de fin décembre 2021 dont il vaut la peine de lire un large extrait : « *Dans l'ambiance actuelle où surgissent des voix qui cherchent à amener notre autonomie dans un cadre institutionnel et paternaliste, nous répondons à cette nouvelle gauche hippie, progressiste et bienveillante qui célèbre aujourd'hui l'avènement d'un gouvernement social-démocrate ou, pour être plus précis, d'un gouvernement de centre-gauche, que le peuple mapuche possède sa propre structuration politico-militaire qui date d'avant la formation de l'État chilien. Cette structuration s'exprime à travers du koyang [assemblée], du weichan et de la présence de nos autorités ancestrales comme les machi, les lonko, les werken, les weichafé ; des rôles qui sont maintenus au sein de notre mouvement, sans idéologies étrangères, et qui participent activement aux processus de reconstruction et de libéra-*

tion nationale vers le kizügunewün [l'autodétermination]. [...] Nous pensons que si les formes du pouvoir et de la domination peuvent évoluer, elles restent au fond les mêmes structures contre lesquelles nous luttons depuis longtemps ; par conséquent, personne ne nous enseignera comment les affronter ; c'est notre histoire de lutte, ce sont nos réussites et nos erreurs, c'est la parole de nos autorités culturelles qui nous ont aguerris en tant que peuple en résistance et qui nous motivent à continuer à combattre les expressions du capitalisme dans le Wallmapu.

Le pouvoir colonial qui nous a soumis il y a plus d'un siècle suit la même logique aujourd'hui. [...] Nous lançons un appel à notre peuple mapuche rebelle pour continuer à résister et à revendiquer la violence politique comme un instrument légitime de notre lutte, peu importe qui est en train de gouverner et qui préserve le modèle de l'accumulation capitaliste et de son échafaudage colonial. Freiner la destruction du Wallmapu, créer les bases pour l'émancipation définitive en multipliant les sabotages et en intensifiant le contrôle territorial afin de libérer les territoires du pouvoir winka [usurpateur colonialiste]. Nous n'effacerons pas les coûts de ce nouvel élan autonomiste de notre mémoire collective : on le paie avec de la persécution politique et les weichafé tombés et animés par un vaste sentiment d'engagement pour notre peuple. Ne nous laissons pas bercer par de fausses promesses et ne tombons pas dans la vision court-termiste et mesquine de la pseudo-gauche. »

Après l'investiture de Gabriel Boric à la présidence du Chili le 11 mars 2022 (saluée par plusieurs attaques incendiaires de camions forestiers près de Temuco dans la province de Cautín et à Traiguén dans la province de Malleco), l'état d'urgence militarisé a effectivement pris fin dans la *Macrozona Sur*. Par contre, notons tout de même que le nouveau gouvernement n'a pas hésité à le maintenir au nord du pays, à la frontière avec la Bolivie et le Pérou, où il avait été instauré sous Piñera pour lutter contre l'arrivée de migrants pauvres majoritairement en provenance du Venezuela, et contre la « *délinquance* » qui tend des embuscades aux convois de marchandises, tout en menaçant les infrastructures minières (notamment celles des mines d'or et de cuivre, régulièrement pillées par des « *bandits* »).

Du côté mapuche, pour tenter d'apaiser le conflit par un geste symbolique, la nouvelle ministre de l'Intérieur Ischia Siches eut la mauvaise idée de se rendre dès le 15 mars dans la communauté de Temucicui (région d'Araucanía), afin de rencontrer le père de Camilo Catrillanca, un

tion d'une station de métro sur le square central du quartier d'Exarchia termine avec des affrontements au molotov dans les rues du quartier.

25/9, Athènes (Grèce). Des anarchistes revendiquent l'incendie d'un véhicule de l'entreprise de télécommunications OTE. « *Nous luttons dans l'ici et le maintenant et nous attaquons toutes les cibles étatiques et capitalistes* ».

25/9, Cologne (Allemagne). Deux navettes de l'aéroport, garées dans le quartier Poll, sont incendiées.

27/9, Villers-les-Pots (France) En Côte-d'Or, un « *acte de vandalisme* » contre la signalisation des trains met l'ensemble du trafic ferroviaire à l'arrêt sur la ligne de TER Dijon-Besançon.

OCTOBRE 2022

3/10, Paignton (Angleterre). Dans la région du Devon, une antenne 5G est incendiée au cours de la nuit.

6/10, Athènes (Grèce). Le *Comité incendiaire* tend un guet-apens aux molotovs contre un convoi de bus de la police anti-émeute. L'un d'eux est gravement endommagé. « *Que la peur change de camp* », conclut leur communiqué.

8/10, Herne/Berlin (Allemagne). Des câbles en fibre optique du réseau radio GSM-R (*Global System for Mobile Communications-Rail*) des trains servant à la communication avec les conducteurs mais aussi, plus globalement, d'« *interface centrale entre les trains et l'infrastructure* » de contrôle, sont coupés à deux endroits différents le long

des voies ferrées : à Herne (entre Dortmund et Essen) et à Berlin. Le sabotage a notamment entraîné une interruption des liaisons entre Berlin et certaines régions de l'ouest et du nord du pays. La liaison Berlin-Amsterdam a aussi été suspendue.

8/10, Toulouse (France).

En Haute-Garonne, trois véhicules de la mairie partent en fumée vers 3h30 du matin : une camionnette, un camion plateau et une voiture. Un tag « *Nike la ZFE* » (Zone à Faible Emission) est retrouvé sur place.

10/10, Thouars (France).

Dans les Deux-Sèvres, parmi les nombreux incendies de véhicules qui secouent la ville, celui de la police municipale part en fumée vers 6h30 du matin, endommageant l'annexe de la mairie devant laquelle il était garé.

11/10, Leipzig (Allemagne).

Des engins incendiaires sont retrouvés sur le domaine de l'entreprise *Telekom* : le premier sous un camion et un autre près d'une antenne-relais.

11/10, Blagnac (France).

En Haute-Garonne, le sabotage d'un câble de fibre optique de *Free* au niveau d'une bretelle d'accès à l'autoroute A621, coupe internet dans l'ensemble du département du Gers et au-delà pendant 48h.

15/10, Oissel (France).

En Seine-Maritime, neuf sans-papiers enfermés dans le centre de rétention (CRA) parviennent à s'évader vers 22h, en cassant un mur situé près de l'encadrement d'une fenêtre, puis en se faufilant par un petit compartiment, accueillant normalement un volet roulant.

jeune paysan abattu d'une balle dans la tête en novembre 2018 par le *Groupe d'opérations spéciales* (GOPE) des carabiniers. Elle y fut accueillie par des habitants qui ouvrirent le feu sur sa voiture et abattirent des arbres pour bloquer sa délégation, tandis qu'une voiture brûlée barrait un pont près d'une banderole disant : « *Izkia Siches, tant qu'il y aura des prisonniers politiques mapuches, il n'y aura pas de dialogue. Pour Kamilo Katrillanca et tous ceux qui sont tombés au combat. Dans le Wallmapu, nous n'accepterons aucun pot-de-vin d'un État assassin. Latifundistes et exploitants forestiers dégagez. Basta militarisation. Resistencia Mapuche.* » Izkia Siches avait alors dû rebrousser dare-dare son chemin et porter en son nom cette humiliation publique de l'État chilien, ce qui n'est pas rien, parce que cette chirurgienne de 36 ans désormais ministre de l'Intérieur était tout de même censée incarner tout le progressisme du nouveau gouvernement chargé de liquider définitivement la question mapuche, par un mix de répression et d'intégration, basée sur la plurinationalité, l'autonomie économique et l'élection d'autorités indigènes, des opérations de rachat des terres avec compensation aux latifundistes, et une nouvelle réglementation pour les exploitants forestiers.

Face aux tentatives d'apaisement et d'assimilation du nouveau gouvernement, non seulement les actions ont alors continué de frapper l'industrie extractiviste comme lors d'attaques menées par les ORT de la CAM en mars et avril 2022, mais elles ont aussi commencé à s'étendre vers des régions voisines. Ainsi, le 15 février, il y avait déjà eu cette vaste attaque incendiaire contre une exploitation forestière à Mariquina (Los Ríos), où des assaillants masqués ont maîtrisé trois ouvriers sous la menace de leurs armes, puis ont mis le feu à dix-neuf camions, plusieurs engins forestiers et stocks de fertilisants, en laissant un tract sur place faisant allusion à la lutte mapuche. Une attaque de poids, qui allait même en appeler d'autres les mois suivants.

Échec de la stratégie d'apaisement

Le 28 avril, les tentatives du président Boric de tout miser sur une intégration rapide de quelques cadres mapuche ont pris un coup particulièrement dur, quand un groupe de 40 *weichafé* de la *Resistencia Mapuche Lavkenche* (RML) a attaqué au petit matin plusieurs entreprises d'exploitation forestière sur la commune de Los Álamos, dans la région de Bío Bío : trente-trois camions-bennes, tractopelles, chargeurs frontaux et autres camionnettes ont

été livrés aux flammes en moins de trois heures, pendant que les deux voies d'accès aux entreprises étaient barrées soit par des camions en feu déplacés là, soit par des barrages d'arbres abattus. Dans son communiqué, la RML précisa que « *les raisons de cette attaque répondent aux dommages que l'entreprise Tramsa, dirigée par Juan Ramirez, a causés à la rivière Trongol, dont les eaux sont envahies depuis des années par ses machines capitalistes, détruisant la flore et la faune de cette zone de Nahuelbuta, affectant de manière irréversible la vie des Mapuches et des paysans chiliens pauvres qui y vivent. Attaquer ce sous-traitant, c'est attaquer Forestal Arauco du groupe Angelinni, dont l'entreprise participe à cette chaîne extractiviste. Tramsa a toujours participé aux intérêts de cette société forestière, en construisant des routes pour ses opérations pendant des années, détruisant ainsi notre mapu. Elle a asséché les affluents des rivières, modifiant le cours de leurs eaux, tuant ainsi la itrofil mongen mapuche et la vie des personnes qui dépendent de la rivière Trongol. Nous avons fait comprendre clairement au gouvernement winka de Boric que le développement capitaliste n'est pas compatible avec la vie des Mapuches. Que les entreprises forestières ont fait leur temps dans le Wallmapu, car nous continuerons à les expulser. Que les rivières sont libres, comme le sont les Mapuches.* » Autour de la même date, *Liberacion Nacional Mapuche* réalisera également trois autres actions incendiaires à trois endroits différents du Wallmapu, contre des engins appartenant à un latifundiste, contre des camions d'Arauco et des engins de l'exploitation forestière *Venturelli*.

De leur côté, les syndicats patronaux de camionneurs et des exploitants forestiers ont bien entendu augmenté d'un cran la pression sur le gouvernement, en réclamant le retour de l'état d'urgence pour agir énergiquement contre le « *terrorisme rural* », en déployant des moyens pour garantir la sécurité des axes routiers et des transports de marchandise. Voyant venir la volte-face de

la stratégie gouvernementale, la CAM lança alors un appel univoque aux différentes composantes du mouvement mapuche, à l'issue d'un trawün [réunion] réunissant toutes ses groupes de combat autonomes : « *Préparons nos forces, organisons la résistance armée pour l'autonomie. Territoire et autonomie pour la nation mapuche.* » Finalement, le président Boric publia mi-mai 2022 un décret instaurant ce qui sera laconiquement nommé « *état d'urgence intermédiaire* », permettant une fois de plus à l'armée d'épauler les effectifs policiers dans la sécurisation des axes routiers de toute la région d'Araucania.

La réponse mapuche ne se fit pas attendre bien longtemps, puisque le jour même la *Resistencia Mapuche Lafkenche* (RML) revendiqua l'attaque accomplie quelques jours plus tôt à Tirúan contre une caserne des carabiniers par une « *colonne de 40 weichafé* », qui mirent « *simultanément le feu à l'hôtel Curef, situé à 20 mètres de ce poste de police* ». La RML mit aussi en garde le gouvernement sur le fait qu'« *aucune agression ne restera sans réponse* ». D'ailleurs, le jour précédent, une autre caserne de carabiniers avait été attaquée, cette fois par un groupe de 50 *encapuchados*, qui avaient réussi à libérer deux prisonniers et à y dérober des centaines de cartouches. A la fin du mois de mai, la Chambre des députés approuva, en plus de cet « *état d'urgence intermédiaire* » (prolongé jusqu'à ce jour), une proposition de loi qualifiant l'ensemble des organisations de lutte mapuche (CAM, WAM, RML, LNM, RMM) comme des « *associations illégales terroristes* », tout en demandant au président Boric de donner des instructions afin que les pouvoirs judiciaires sévissent en conséquence. Puis, dans un même élan, avec cet art politique si particulier qu'a la gauche dans le maniement de la carotte et du bâton, le gouvernement Boric put lancer en grandes pompes son fameux « *Plan Buen Vivir* » [« Plan du bon vivre »].

Cela fait maintenant plusieurs années que l'expression « *sumak kawsay* » issue

de la langue *quechua* a été instrumentalisée par de nombreux gouvernements de gauche, notamment en Equateur et en Bolivie, afin d'étayer leurs programmes d'inclusion des populations indigènes, tout en poursuivant une politique économique qui ravage leurs territoires, principalement liée à l'extraction de matières premières. C'est ainsi sans surprise que Boric a assimilé ce concept à la sauce chilienne à travers son « *Plan Buen Vivir* », dont l'objectif officiel est de « *faire avancer un agenda de reconnaissance et de dialogue avec les peuples indigènes* », en soulignant « *la dette centenaire de l'État chilien envers le peuple mapuche* ». Concrètement, ce plan prévoit une restitution très partielle de terres, la création d'un Ministère des Affaires Indigènes et de parlements territoriaux à l'autonomie limitée, ou des investissements considérables en infrastructures publiques dans les territoires mapuche (comme ce « *Plan de connectivités pour les peuples originaires* » mené par l'opérateur principal des télécommunications au Chili, qui prévoit le déploiement de la fibre optique dans toute la *Macrozona Sur*). Quant au dernier volet de ce « *bon vivre* » promulgué par l'État, il s'agit évidemment du « *combat contre l'insécurité* », mené à la fois par les forces de l'ordre et par les forces armées dans le cadre de l'état d'urgence intermédiaire, décliné en « *violence rurale* », « *trafic de drogue* », « *vol de bois* » et « *organisations criminelles* ».

Avec des accents et un vernis légèrement différents, le nouveau gouvernement poursuit ainsi la même politique appliquée depuis des décennies par l'Etat chilien dans les territoires mapuche : la pacification coloniale contre les récalcitrants à travers la militarisation, et la cooptation/intégration du reste de la population à son monde. Sans surprise, un nombre croissant de conflits et de sabotages se sont ainsi développés contre de petits entrepreneurs d'origine mapuche, embauchés comme sous-traitants par les grandes

entreprises forestières comme *Mininco/CPMC* et *Arauco*, ou encore contre des dirigeants de communautés mapuche misant tout sur l'intégration dans l'État chilien et l'économie capitaliste. Un exemple emblématique pourrait être fourni par le cas de Santos Reinao, un politicard mapuche qui sous couvert de discours communautaire sert depuis 2018 de sous-traitant à *Mininco* dans l'exploitation de plusieurs domaines forestiers, en embauchant des *comuneros* mapuche et en multipliant les condamnations de groupes radicaux.

Le 24 mai 2022, une action le concernant va dès lors particulièrement enflammer les esprits, lorsqu'un convoi de son entreprise en route vers une exploitation de saccage forestier près de Lumaco (Malleco) fit l'objet d'une embuscade et essuya de nombreux tirs, touchant mortellement un ouvrier mapuche. Sa mort sera utilisée à outrance par l'État chilien et ses satellites mapuche, afin discréditer la lutte radicale au Wallmapu. Et pendant que la CAM devra réitérer publiquement son choix stratégique et éthique de ne jamais cibler des « *travailleurs mapuche* » ou des « *pauvres* » en général, tout en dénonçant les entrepreneurs mapuche tels que Reinao (régulièrement cités comme *yanaconas* –« traîtres »– dans les revendications de sabotages de la CAM et d'autres organisations), les déclarations instrumentales de condamnation ne cesseront de pleuvoir, à l'image de celles émises par plusieurs politiciens mapuche le mois précédent. En avril, face à une recrudescence de sabotages incendiaires, les instances dirigeantes de onze communautés mapuche situées autour du lac Llleu Llleu (Arauco) avaient ainsi déclaré avoir « *expulsé* » les « *relais* » de « *mouvements armés comme la CAM ou la RML qui persistent à harceler et stigmatiser nos dirigeants à travers leurs communiqués sur les réseaux sociaux et les graffitis. Leur intérêt idéologique plutôt occidental que proche de la culture mapuche, leur fait croire que ceux qui ne sont pas avec eux, sont contre*

eux », avant de continuer leur texte de manière infâme, en disant que « *dans notre territoire, ce sont des groupes minuscules qui sont composés en grande partie par des personnes qui n'appartiennent pas au territoire et il y a même des winka parmi eux venant d'autres villes ou régions du pays. Nous rappelons aux winka qui viennent des villes comme Concepción ou Santiago pour s'infiltrer dans le territoire mapuche, que le fait d'empoigner une arme ne les convertit pas en weichafé, et encore moins en mapuche.* »

A un an de l'assassinat de Pablo Marchant

Fin juin 2022, plusieurs prisonniers mapuche lancent une grève de la faim coordonnés dans plusieurs prisons chiliennes, ce qui donne lieu à une vaste mobilisation dans les territoires mapuche pour appuyer les demandes des prisonniers, mais plus largement pour reprendre l'initiative face à une énième prolongation de l'état d'urgence qui ne dit plus son nom, et à la répression incessante. De nombreuses manifestations, rassemblements et blocages se succèdent, tout en étant épaulés par un crescendo d'actions incendiaires qui culmineront avec l'anniversaire de la mort de Pablo Marchant début juillet.

A cette date, la CAM revendiquera ainsi par la voie d'un communiqué conjoint différentes attaques menées par ses organes de résistance territoriales (ORT) : « *l'extractivisme et la militarisation dans le Wallmapu ne changeront pas sous le gouvernement de la pseudo-gauche de Gabriel Boric, ni avec une nouvelle Constitution... Nous appelons à renforcer les Organes de Résistance Territoriale-ORT et autres expressions de résistance dans l'optique du weichan sans céder aux miettes offertes par la nouvelle institutionnalité folklorique de l'indigénisme multiculturel, qui est également promu par les grandes entreprises forestières et autres pour intégrer certaines*

parties de notre population... Bien que nous ayons vécu les conséquences du colonialisme et du système capitaliste sur notre territoire, sa dynamique est continentale et mondiale, ce qui nous unit dans la résistance avec d'autres expressions révolutionnaires en dehors du Wallmapu historique. » Le communiqué termine ensuite en résumant les attaques réalisées dans cette période autour de l'anniversaire de l'assassinat de Pablo Marchant : l'ORT *Pablo Marchant* a attaqué une exploitation forestière de *Mininco* près de Carahué (Cautín) en affrontant les forces spéciales affectées à sa surveillance, et détruit 4 camions, 8 engins et 3 cabanes de chantier ; l'ORT *Mangil Wenu* a détruit un hangar et trois véhicules de l'entrepreneur forestier *Cortessi* près de Traiguén (Malleco) ; l'ORT *Kallfulikan* a attaqué une exploitation forestière près de Mafil (Valdivia, région Los Ríos) et détruit 6 engins de chantier, 2 camions, 1 fourgon et 2 algécos ; l'ORT *Txenka Marimán* a attaqué l'exploitation forestière de *Mininco* à Galvarino (Cautín) et détruit 4 camions, 2 engins de chantier et une camionnette ; et enfin l'ORT *Pelontraru* a intercepté un camion de transport de bois près de l'exploitation forestière de *Mininco* à Lumaco (Malleco).

De son côté, début août, l'organisation *Weichan Auku Mapu* (WAM) revendiquera aussi une longue série d'attaques en solidarité avec la grève de la faim des prisonniers mapuche : 30 juin, Lumaco (Malleco) attaque contre une exploitation forestière de *Mininco*, trois engins de chantier et un fourgon forestier détruit ; 2 juillet, Cañete (Arauco), incendie de quatre chalets appartenant à l'ancien préfet de la PDI ; 12 juillet, La Unión (Ranco, région Los Ríos), 8 camions forestiers de *Transportes Salgado* incendiés ; 12 juillet, Arauco, attaque contre un parc éolien détruisant le centre de contrôle et deux hangars ; 12 juillet, Contulmo (Arauco), incendie de deux chalets de l'ancien maire Lebrecht ; 13 juillet, Los Huapes (Arauco), incendie d'un fourgon forestier et attaque armée contre

un chantier forestier ; 29 juillet, Liquiñe (Valdivia), attaque contre l'exploitation agro-industrielle Las Vertientes, quatre chalets, une chapelle, un hangar et un stockage de bois incendiés ; 7 août, Villuncun (Cautin), incendie de deux pelleteuses d'une entreprise forestière ; 7 août, Capitan Pastene (Malleco), attaque armée contre le commissariat ; 7 août, Puren (Malleco), incendie d'un camion forestier de l'entreprise *Amaza* ; 9 août, Paredones (Cardenal Caro, région O'Higgins), incendie de 2 skidders et d'une camionnette de la garde forestière ; 11 août, Cañete (Arauco), destruction de 2 bus de *Hualpen*, prestataire de service du projet MAPA de l'entreprise *Arauco* ; 16 août, Arauco, à 300 mètres de l'usine de cellule *Horcones*, exploitée par *Arauco*, attaque détruisant 3 camions, 5 fourgons, 5 engins forestiers et une voiture de l'entreprise forestière *Antumapu* ; 16 août, Curanilahue (Arauco), incendie de 2 camions et d'une pelleteuse de l'entreprise logistique *Center*.

Le 31 août, les prisonniers mapuche mettront fin à leur grève de la faim après avoir obtenu une satisfaction partielle de leurs demandes (changements de régime pénitentiaire et rapprochement géographique). Dans un communiqué commun, ils préciseront : « *Nous considérons notre mobilisation comme une victoire, réalisée avec l'aide de notre peuple mobilisé et de ses différentes expressions de résistance, ensemble avec les weichafé qui ont frappé le capital, et aussi avec le soutien d'individus solidaires de différents territoires. Ils se sont rajoutés à notre propre effort d'employer nos corps comme armes de lutte, et nous avons réussi à forcer la main de la gendarmerie et de l'État chilien, en réalisant partiellement nos objectifs.* »

Coups répressifs et instabilité politique

Face à la nouvelle escalade des mois de juillet et d'août marquée par une grande vague d'actions incendiaires, y compris

dans des régions auparavant plutôt « éparignées », et avec des échos solidaires et offensifs dans le reste du Chili (comme le sabotage incendiaire d'une importante antenne-relais près de la capitale de Santiago, revendiquée par la *Cellule anarchiste Forêt Noire*, notamment en solidarité avec la lutte des Mapuche et les combats contre la dévastation de la nature, ou encore l'attaque explosive contre l'entreprise de construction *Belasco* à Santiago, revendiquée par le *Groupe d'Action 6 juillet/Nouvelle Subversion*, qui se réfère également à la lutte radicale mapuche), l'État chilien déclencha une nouvelle opération répressive. Cette fois, il décida de s'en prendre au *werken* (« porte-parole ») de la CAM, Hector Llaitul, qui avait multiplié les entretiens et les déclarations pour appeler à intensifier la lutte et à ne pas céder face à la politique d'intégration menée par Boric.

Hector Llaitul, figure historique de la CAM et ancien membre de l'organisation armée communiste de combat contre la dictature de Pinochet *Frente Patriótico Manuel Rodríguez* (FPMR), sera ainsi arrêté le 24 août suite à une plainte déposée par le gouvernement de Sebastián Piñera en 2020 et que le gouvernement de Gabriel Boric décida opportunément d'activer, pour « *appartenance à une organisation criminelle* », participation à plusieurs attaques d'exploitation forestières et surtout pour « *vol et de recel de bois* ». Cette dernière accusation, répétée en boucle par tous les médias et les forces répressives, vise à présenter les différentes expressions de la résistance armée mapuche comme d'ordinaires trafiquants de bois dont l'activité criminelle a pour objet l'enrichissement personnel, ou encore comme des patrons qui commanditent des actions afin de se débarrasser de leurs concurrents, etc. etc.

Pendant que les réunions de solidarité se multiplient au sein des communautés en lutte, l'ORT *Pelontraru* passera à l'attaque deux jours à peine après l'arrestation de Llaitul, en s'en prenant le 26 août à une

exploitation forestière à Capitan Pastene (Malleco), où 12 engins forestiers seront livrés aux flammes. Le lendemain, l'ORT *Anganamum* détruit de son côté deux engins dans une exploitation forestière d'eucalyptus à Chol Chol (Cautín). Puis, lors d'une embuscade menée le lendemain dans les environs de Tucapel huit camions et engins forestiers seront incendiés tandis qu'une banderole solidaire avec Llaitul sera laissée sur place. A de nombreux endroits du Wallmapu, des *encapuchados* érigeront également des barricades enflammées sur les axes routiers pour exprimer leur solidarité avec la CAM et les « *prisonniers politiques mapuche* », et le 31 août, c'est la *Resistencia Mapuche Lafkenche* (RML) qui détruit la vaste propriété d'une famille de latifundistes dans les environs de Contulmo (Arauco), attaque au cours de laquelle trois vigiles armés seront blessés par balle par des *weichafé*.

Une semaine après l'arrestation de Llaitul, la PDI lance alors une nouvelle opération, menant cette fois à l'arrestation de trois autres mapuche, dont Ernesto Llaitul, le fils du *werken* incarcéré de la CAM. Ils sont incarcérés et accusés de participation à deux raids incendiaires contre des exploitations forestières, et de double tentative d'homicide pour des fusillades avec les vigiles lors de ces actions. Face à ces opérations répressives, la CAM déclare dans un communiqué que « *nous comprenons l'incarcération récente de notre porte-parole Hector Llaitul et nos weichafé Ernesto Llaitul, Ricardo Delgado Reinao et Estaban Henríquez, comme un acte de la persécution politique qui pèse depuis de nombreuses années sur les mapuche qui ont dignement assumé le weichan, seule manière de faire face à cet État raciste et colonialiste, qui n'a jamais cessé d'employer la même stratégie à l'encontre de notre peuple : persécution, mort et incarcération.* »

Au niveau national, tout en s'évertuant de résoudre à sa manière la question mapuche

—à coup d'« *état d'urgence intermédiaire* », de loi contre les « *associations terroristes* » mapuche et de « *bon vivre* » techno-industriel—, le gouvernement Boric attendait surtout son premier couronnement d'ampleur, qui devait venir avec le référendum du 4 septembre 2022, dont l'objet était de remplacer la vieille Constitution pinochetiste. Ce projet, fortement porté par l'ensemble de la gauche suite à l'écrasement du soulèvement de 2019, devait en réalité constituer la pierre tombale institutionnelle de ce dernier. Pourtant, ce jour-là, non seulement 61% des votants (sachant que le vote est obligatoire et que la participation s'est élevée à 85%) a repoussé cette fameuse nouvelle Constitution « *la plus progressiste du monde* », mais le gouvernement reçut également un nouveau cadeau de la part de subversifs dès le matin même du référendum : à Hualqui (Concepcion, région du Bio Bio), des inconnus placèrent quatre charges explosives sur un pylône de la ligne à haute-tension Hualqui-Lagunillas de la compagnie *Transelec*, qui s'effondra au sol, tandis que deux autres étaient sérieusement endommagés par sa chute. Selon les enquêteurs chiliens, trois charges ont fait leur travail tandis qu'une quatrième faisait long feu, et l'explosif utilisé aurait été de la dynamite à haute densité de type minier. Sur place, une banderole signée *Resistencia Urbana Autónoma* (RUA) disait : « *Lançons le sabotage contre les projets extractivistes sur le territoire / Qui oublie les prisonnier.e.s oublie la lutte / Liberté (avec A cerclé) pour Víctor Llanquileo [prisonnier mapuche en grève de la faim sèche] et tous les prisonniers mapuche, anarchistes, subversifs et de la révolte* ».

Pour le nouveau président chilien Boric, l'échec sans appel de son cher référendum sur une nouvelle Constitution pourtant portée par toute la société civile qui constituait la base de sa clientèle citoyenniste, représente un danger pour sa survie politique, ce qui ne manquera pas de l'inciter

à se rapprocher toujours plus de la droite chilienne, celle-la même qui ne cesse d'exiger des mesures plus fortes et plus dures pour rétablir l'ordre dans le Wallmapu et protéger les intérêts des entreprises extractivistes. Sans compter que depuis cet automne dans la capitale chilienne, mais aussi dans d'autres villes, les contestations lycéennes (desquelles était initialement parti le soulèvement de 2019) commencent à reprendre de la vigueur avec de nombreuses manifestations, mais également des « *salidas* » incendiaires pour bloquer les rues, s'affronter aux forces de l'ordre et cramer des bus de transport en commun. Des mobilisations qui s'opposent non seulement au gouvernement Boric en cherchant à relancer une dynamique anti-capitaliste et anti-autoritaire, mais se solidarisent aussi explicitement avec la lutte mapuche.

Si par l'arrestation de Hector Llaitul l'État chilien cherchait probablement à ébranler la CAM et à « décapiter » la résistance radicale mapuche, les nombreuses actions de riposte dans les territoires mapuche et d'ailleurs laissent plutôt entrevoir une prochaine escalade dans l'affrontement. La possible diffusion de sabotages visant les infrastructures critiques telles que les antennes-relais, le réseau électrique ou le réseau ferroviaire ; la multiplication en cours de sabotages visant les industries extractivistes non seulement au Wallmapu, mais aussi dans d'autres parties du Chili ; l'extension des attaques mapuche à d'autres régions ; la croissance des affrontements armés entre *weichafé* et forces de l'ordre ; et enfin le renouveau d'une contestation sauvage et offensive dans les rues des villes chiliennes ne doivent pas être à même de rassurer les tenants de la domination.

Quant à tirer une conclusion provisoire, on pourrait reprendre les mots tirés d'une publication sortie au début de l'année à

propos de cette lutte : « *La lutte radicale mapuche nous inspire pour sa continuité, pour son rejet catégorique de toute tutelle étatique, pour son combat acharné contre l'exploitation et la spoliation capitaliste, pour son choix de l'action directe contre l'extractivisme et la dévastation de la terre et du vivant. A l'heure où dans le monde entier, les conséquences de l'avancée folle de la machine industrielle et technologique se ressentent chaque jour un peu plus, où les changements climatiques provoqués par l'industrialisation pourraient bien inaugurer des scénarios inouïs, risquant de reconfigurer drastiquement les assises de la domination, cette lutte dans un coin « perdu » du monde où des habitants et habitantes porteurs de façons de vivre antagonistes avec le capitalisme et l'étatisme se battent pour conserver ou retrouver chaque mètre accaparé et exploité par des entreprises et l'État, pourrait avoir une signification qui dépasse le territoire du Wallmapu.*

*[...] En ces temps de militarisation du Wallmapu sous état d'urgence et marqué par l'acharnement irréductible de la part de celles et ceux qui y affrontent les forces de la domination étatique et capitaliste, le tissage de liens de solidarité entre ici et là-bas, entre le combat auquel les *weichafé* répondent présent et les modestes batailles que les anarchistes et d'autres rebelles cherchent à mener ici contre le cauchemar industriel et le monstre étatique, ne peut être vain. Une solidarité qui ne cherche pas à effacer les différences, qui n'exige de personne de mettre entre parenthèse sa particularité, son exigence, son éthique, mais qui cherche une complicité dans l'action, dans l'attaque directe et sans médiation contre ce qui dévaste la terre et étouffe la liberté. »**



* *Entre océans, forêts et volcans. La lutte radicale mapuche*, mars 2022, éd. La Souterraine, 56 p.



| Revues, livres & journaux |

Guerre à la guerre. *Perspectives anarchistes et internationalistes*, n°2, juin 2022, 44 p.

Qui souhaiterait trouver une recension exhaustive de ce nouveau numéro de *Guerre à la guerre* ne la trouvera pas ici, puisque c'est uniquement sur deux de ses textes que nous avons choisi de nous attarder. Mais précisons tout de même que ce recueil contient une sélection plus large de textes anarchistes contre et sur la guerre sortis entre mars et juin, où certains ont été extraits de publications hexagonales (comme le journal papier *anarchie!*) et d'autres traduits de l'italien, de l'allemand ou de l'anglais. Un effort qui n'est donc pas négligeable, puisqu'il a pour ambition de faire dialoguer textes d'analyse et d'agitation de contextes variés, avec pour toile de fond la guerre en Ukraine et le renforcement de l'industrie belliciste.

A sa lecture, il y a quelque chose d'étrange qui nous a rapidement sauté à la figure : réfléchir –certes !–, analyser –bien sûr !–, contre-informer –pourquoi pas ?–, cartographier l'industrie de l'armement –allons-y !–, chronologiser des attaques –cela peut être inspirant !–, mais au fond... Oui, au fond, quelle est donc la fameuse *perspective internationaliste* que tous ces textes alignés les uns derrière les autres entendent dégager ensemble ? Suffit-il de juxtaposer des textes anarchistes de différents pays pour qu'il en sorte magiquement autre chose que la satisfaction passagère d'avoir lu quelques idées partagées, ou au contraire de la colère contre des poncifs qu'on abhorre depuis longtemps ? Car si on souhaite vraiment prendre par les cornes le taureau de l'élaboration de

perspectives anarchistes face à la guerre, le moins qu'on puisse dire est que nous n'avons pas été convaincus par le choix éclectique des textes censés y contribuer.

Sur cette question comme sur d'autres, certains se disent peut-être que tant qu'on est anarchistes et contre un peu près tous les aspects de l'existant (quoique...), cela suffit d'emblée à nous réunir dans des luttes communes, sans avoir besoin de se prendre la tête sur les *comment* (avec tout ce que cela comporte en terme d'objectifs, de moyens et d'organisation) ni sur nos *pourquoi*. Et pour tout dire, vu que le premier aspect est peu présent dans *Guerre à la guerre*, c'est la cohabitation forcenée de *pourquoi* faisant le grand écart qui nous a vite posé problème. Car si la confrontation entre des textes ayant pour implicite une proposition d'organisation informelle afin de porter ici et maintenant des coups à l'industrie de guerre peut être stimulante et porter à d'ultérieurs approfondissements, on ne voit par contre aucune possibilité d'élaborer une « *perspective anarchiste et internationaliste* » à partir de textes qui ont pour prémisses structurelles le cadavre de « *notre classe* », quand ce n'est pas carrément celui de « *la lutte des classes mondiale* » avec ses inévitables sujets politiques comme « *la bourgeoisie ceci* » ou « *le prolétariat cela* ». Et cela d'autant moins lorsque ces fantômes ne sont pas anecdotiques, mais forment littéralement la base théorique de deux des plus longs textes de ce recueil.

Sous le titre explicite de « *Pas de guerre, mais la guerre de classe...* », les auteurs nord-américains du premier texte (pp. 22-27) commencent ainsi par faire directement l'apologie des positions d'une révolution-

naire qui fut farouchement étatiste, électoraliste, partidaire et même anti-anarchiste, avant de débiter leur propre mantra sur la guerre en Ukraine, à savoir que l'objectif des anarchistes devrait être de « *faire avancer la lutte des classes mondiale* » (ah ben, si voulez de la perspective...). Inutile de dire ici que dans une analyse anti-autoritaire reliant intrinsèquement guerres modernes et Etats, quand on a comme Rosa Luxembourg défendu toute sa vie la collaboration de son cher Parti à la gestion étatique et visé à le conquérir pour s'en servir, on est tout sauf un point de référence contre la guerre, y compris la Première mondiale. Quant au terrible « *faire avancer...* », la question qui nous préoccupe davantage en la matière, est que l'intégration progressive des « *prolétaires* » les a menés à un tel degré de complicité dans la domination, qu'ils ont fini par constituer la meilleure garantie de la continuité du système. Et passons sur le fait d'imaginer que l'ensemble des volontés individuelles seraient au cœur d'une sorte de grand mouvement mécanique mondial placé au dessus de nos têtes, qui ferait alors de toute façon le travail à notre place.

Puis vient le second texte du même tonneau, cette fois traduit de l'italien (pp. 28-33), constitué d'une mixture à base de « *notre classe* », de « *patronat* », de « *stratification* » et d'« *ennemi* » bien sûr tous deux « *de classe* », de « *prolétariat* » et autres « *bourgeoisies nationales* ». Un texte qui, lorsqu'il ne produit pas des perles faisant fi de toute la restructuration économique en cours autour de la technologie et de l'énergie, en mode « *ce sera le réarmement pour la guerre* et la construction de produits de luxe qui poussera le développement capitaliste dans les prochaines décennies »... ne pouvait que se conclure fatalement de la sorte : « *Il est nécessaire de réaffirmer avec force notre position de classe et internationaliste : transformer la guerre entre les patrons en guerre contre les patrons* » (ooh, quelle autre belle perspective

contemporaine que voilà...). En gros, dans ce texte, c'est un peu comme si la domination se réduisait en tout et pour tout à l'unique question de « *la classe* », et que les guerres étaient livrées *abstraitemment* par quelques méchants « *patrons* » qui manipuleraient de gentils « *prolétaires* » ne faisant que subir. Pourtant, il n'est pas très difficile de constater que ces guerres sont aussi très *concrètement* mises en œuvre par ces mêmes « *prolétaires* », dont une partie fabrique les armes de destruction de masse pour l'État, ou se massacre les uns les autres au nom d'idéaux faisandés *qui sont aussi les leurs*, comme la patrie ou la religion. Mais bon, puisqu'il s'agirait uniquement d'une « *guerre entre les patrons* », c'est sans doute plus simple comme cela.

Au final, même si ces deux textes d'analyse reflètent certainement l'esprit hétéroclite voulu par *Guerre à la guerre*, mais sans qu'on puisse le réduire entièrement à ces derniers (un autre texte traduit de l'allemand explore par exemple des dimensions plus pratiques), ils nous semblent toutefois significatifs d'un vieux travers du mouvement anarchiste qui ne date pas d'aujourd'hui.

D'une part son incapacité récurrente à sortir des gangues réductrices héritées du marxisme lorsqu'il s'agit de « penser le monde », et en particulier quand des enjeux aussi vastes que la guerre ou les désastres techno-industriels viennent frapper à nos portes. D'autre part, son manque de perspectives que nous évoquions au début de cette note de lecture (ici en terme d'agir contre la guerre), qui plus est dans leurs dimensions « *internationalistes* ». Et si aucun recueil ni instrument de la sorte ne peut y parvenir à lui seul, et que nous restons toutes et tous plus ou moins nus face à ces immenses défis, ce n'est en tout cas pas en ressortant des vieux placards le cadavre moisi du Père Marx et de ses héritiers qu'on parviendra à les relever. Bien au contraire...

■

